



**Madame, Monsieur le maire
Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux**

Lus-la-Croix-Haute, le 15 février 2019

Objet : Ligne ferroviaire Grenoble-Gap – invitation à un rassemblement / prise de parole samedi 2 mars prochain

Madame, Monsieur le maire,
Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Le Collectif de l'étoile de Veynes organise un rassemblement pour la défense de la ligne ferroviaire Grenoble-Gap, au rond point du Fau, samedi 2 mars à 14h30. En particulier, nous appelons les élus locaux, tous bords politiques confondus, à venir en écharpes tricolores pour afficher leur soutien à cet axe ferroviaire qui constitue à la fois une desserte essentielle des territoires, mais aussi le pont entre deux régions de Grenoble à Marseille, avec un très fort potentiel de développement économique et touristique.

Lors de cette action, à laquelle nous convierons les médias, un temps de prise de parole des élus sera mis en place. Nous vous y convions et comptons sur votre présence.

En effet, nous arrivons à un tournant historique pour la ligne, qui risque fort d'entraîner le développement qu'elle mérite, ou au contraire son abandon. D'une part, L'État devrait décider en mars s'il accepte ou pas de financer les travaux nécessaires. D'autre part, **les collectivités pilotes (Etat, Régions, Départements, métropoles) ont validé le principe d'un arrêt des trains à partir du mois de décembre 2020**. SNCF Réseau affirme en effet qu'au-delà de cette date, la sécurité des trains ne serait plus assurée. Pour l'instant, l'entreprise, qui a déjà par le passé fait de telles annonces alarmantes avant de reculer, n'a pas justifié en détail cette nouvelle affirmation.

Quoi qu'il en soit, il reste encore possible de faire les travaux à temps. Sur la ligne Valence-Gap en 2017, les travaux les plus urgents, dûment identifiés par SNCF Réseau, avaient été votés en février par la Région et réalisés quelques mois plus tard. La Metro de Grenoble, la Région AuRA et le Département de l'Isère ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à financer ces travaux sans attendre. On attend plus que la réponse de l'Etat, à travers les préconisations du préfet Philizot, missionné à cet fin par la ministre des Transports.

C'est pourquoi il nous semble de la plus haute importance que les élus des territoires traversés, et en particulier ceux des communautés de communes qui demain pourront être appelées à jouer un rôle d'autorités organisatrices des mobilités sur leurs territoires, affichent leur souhait de voir cette infrastructure rénovée et développée.

Dans l'attente de votre réponse, et bien sincèrement,

Pour le Collectif,